

# Vers un big bang politique ?



**Kris Peeters et Charles Michel préparent-ils « le gouvernement le plus à droite depuis 1830 » ? Certains analystes en sont convaincus. D'autres estiment qu'une rupture radicale est impossible. Alors que la coalition suédoise prend forme de jour en jour, son contenu politique demeure un grand mystère.**

Par **François Brabant**

« **U**n gouvernement sans les socialistes, c'est une réforme de l'Etat en soi. » Signée par le vice-Premier ministre libéral Didier Reynders, la prophétie date de 2007. Elle aura mis sept ans à se réaliser. Mais elle aura fini par arriver. Pour la première fois depuis un quart de siècle, le PS s'apprête en effet à basculer dans l'opposition. Au cours de la prochaine législature, sauf grosse surprise, le parti



**INCONNUE** Le vaisseau Belgique se dirige-t-il vers des eaux calmes ou tempétueuses ? Sans doute Bart De Wever, Kris Peeters et Charles Michel l'ignorent-ils eux-mêmes.

d'Elio Di Rupo et de Laurette Onkelinx ne pèsera plus sur les orientations prises au niveau fédéral. Quelles seront les implications concrètes de cette petite révolution ? L'événement impliquera-t-il un changement de cap radical, comme le laissait entendre Didier Reynders en 2007 ? Le cours de la Belgique en sera-t-il profondément modifié ?

A ce stade, nul ne sait si l'avènement d'une coalition suédoise se traduira ou non par une authentique rupture dans la gestion de l'Etat. Entre les partenaires N-VA, MR, CD&V et Open VLD, les pourparlers au sujet de l'épineux dossier budgétaire viennent tout juste de débuter, et les négociations pourraient se prolonger plusieurs semaines encore. Vraisemblablement, les coformateurs Kris Peeters et Charles Michel, tout comme Bart De Wever, grand vainqueur des élections du 25 mai, ignorent eux-mêmes vers

quelles eaux se dirige le vaisseau Belgique : calmes ou tempétueuses ?

C'est dans le domaine socio-économique qu'on s'attend à une évolution spectaculaire. Plusieurs dossiers, en particulier, sont appelés à connaître des réformes de taille : fiscalité, pensions, chômage, énergie, index... Sur toutes ces questions, la future coalition « Peeters-Michel » est susceptible de trancher par rapport à celles qui l'ont précédée. « Si on regarde l'histoire politique belge, ce sera indubitablement le gouvernement le plus à droite qu'on ait jamais eu depuis l'indépendance du pays en 1830 », affirme Pascal Delwit, professeur de sciences politiques à l'ULB. Celui-ci pointe deux facteurs décisifs : l'absence du CDH et la faiblesse de l'aile gauche du CD&V. De fait, les principaux négociateurs délégués par les chrétiens-démocrates ●●●

●●● flamands – Kris Peeters, Wouter Beke et Koen Geens – proviennent tous trois de l'aile droite du parti. « Dans les années 1920 et 1930, la Belgique a connu des gouvernements marqués par une forte tonalité à droite, reprend Pascal Delwit. Mais à l'époque, leur composante démocrate-chrétienne constituait un important contrepoids. Ce ne sera pas le cas au cours de la prochaine législature. »

### Des accents un peu différents

Alors, en avant la rupture ? C'est loin d'être acquis. Jusqu'ici, N-VA, MR, CD&V et Open VLD ne semblent guère enclins à déclencher un big bang. Allocations de chômage illimitées dans le temps, indexation automatique des salaires, retraite à 65 ans : ces principes devraient être maintenus sous le prochain gouvernement. Jusqu'à nouvel ordre, éradiquer les spécificités du modèle belge ne figure pas à l'agenda des négociateurs. « Il peut s'agir d'une stratégie, décrypte Jean Faniel, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). Il est possible que le gouvernement tente de grignoter certains fondements du système, plutôt que de s'en prendre frontalement à des choses qui sont devenues, au fil du temps, des citadelles ou des tabous, selon le point de vue. »

Réduire les effectifs dans la fonction publique, diminuer les charges patronales afin de stimuler la croissance économique, rendre le recours aux prépensions moins systématique, renforcer les sanctions contre les délinquants, mener une politique d'immigration plus restrictive... A maints égards, la coalition suédoise s'annonce en fait comme

## « Pour l'instant, je vois surtout des moulinets avec des épées en bois »

la continuité des gouvernements Leterme, Van Rompuy et Di Rupo. « Rompre, cela voudrait dire abandonner une partie importante des projets développés ces dernières années, analyse un fin connaisseur du monde politique belge. Or, je ne suis pas sûr qu'on va détricoter grand-chose. Prenez la baisse des cotisations sociales et l'accent mis sur la compétitivité des entreprises : cela fait belle lurette qu'on s'inscrit dans cette logique-là. A vrai dire, le prochain gouvernement restera dans un cadre éprouvé, avec une probable inflexion à droite, mais sans réelle rupture. »

Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Liège,



DEBBY TERMONIA

### CHRISTIAN BEHRENDT (ULg)

« Avec ou sans la suédoise, la réforme des pensions va de toute façon s'imposer. »

reconnu pour son indépendance d'esprit, Christian Behrendt relativise lui aussi l'ampleur du changement à venir. « Je ne vois pas de rupture à l'horizon, assure-t-il. Tout juste verra-t-on des accents un peu différents sur telle ou telle question. En soi, c'est plutôt rassurant. Si le fait que la N-VA ou le PS soit au gouvernement ne changeait rien, je serais très inquiet. Cela voudrait dire qu'on vit dans une technocratie et que les acteurs politiques n'ont aucun impact sur la voie suivie par le pays. Ce serait triste, car dans un tel schéma, seuls les extrêmes représenteraient encore une alternative. »

### Obligations européennes

Si l'on se fie aux projets déjà esquissés, la coalition suédoise ne devrait prendre que deux virages nets. Le premier concerne la possible instauration d'un service minimum en cas de grève des trains. A peine dévoilé, il a fait bondir les syndicats. « Que l'on discute de la manière d'éviter les grèves dans les transports, cela me paraît légitime, s'énerve Dominique Cabiaux, vice-président de la CSC-Services publics. Mais il y a des expressions dont on sait qu'elles sont connotées. Parler de service minimum, c'est de la provocation. Dans quel but ? Si c'est pour modifier les règles de la concertation sociale, alors, oui, ce sera une rupture. Avant d'employer de grands mots, j'attends toutefois de voir ce qui sera mis en œuvre. Pour l'instant, je vois surtout des moulinets avec des épées en bois. »

Un second projet explosif serait dans les cartons du gouvernement : ôter aux organisations syndicales l'une de leurs principales prérogatives, le versement des allocations de chômage. « Ce système a été instauré en Belgique dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En finir avec lui constituerait un tournant majeur par rapport à notre histoire sociale », observe Jean Faniel, au Crisp. « Aux yeux des syndicats, c'est un casus belli. Mais ça ne va pas modifier le visage de la Belgique », tempère un observateur. « La rupture idéologique, philosophique, serait de remettre en question le principe même de la sécurité sociale, insiste Christian Behrendt. En théorie, c'est possible. On le voit aux Etats-Unis, où des gens meurent faute de soins, alors que les soins sont disponibles. Mais en Belgique, cette proposition n'est pas sur la table et ne sera jamais sur la table. Même les plans de la N-VA n'impliquent pas d'atteintes majeures au système de la sécurité sociale. »

Seule certitude : les adversaires de la coalition suédoise ne manqueront pas d'exploiter ce thème de la rupture dans les prochains mois, afin de diaboliser les nouveaux maîtres de la rue de la Loi. Il est possible aussi que Bart De Wever, Charles Michel, Kris Peeters et consorts se targuent eux-mêmes de mener une politique de rupture. Ce serait pour eux une façon commode de souligner le volontarisme de leur action, leur entraînant à briser les anciens tabous. Une telle attitude relèverait d'une stratégie « à la Sarkozy » : en 2007, lors de sa campagne électorale, le futur président français avait employé à tire-larigot le mot « rupture ». Dans ses dernières prises de parole publiques, il a cependant reconnu qu'il avait, en fin de compte, assez peu pratiqué

la nouveauté au cours de son mandat. Pour la plupart, les grandes réformes qu'il imaginait sont restées lettre morte. C'est que les pays sont comme des porte-avions. Ils ne changent pas facilement de cap...

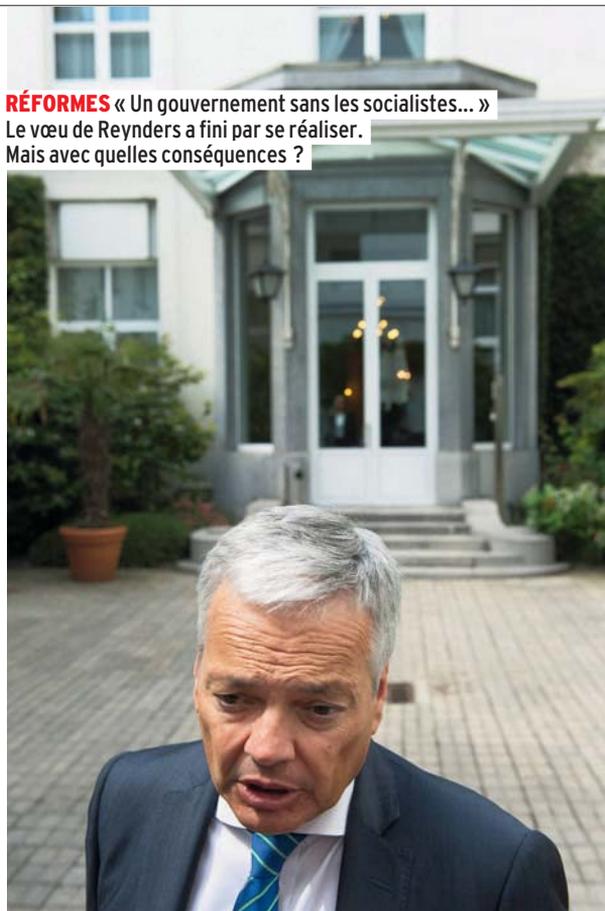
« Ceux qui parlent de rupture ne se rendent pas bien compte à quel point nous sommes dans une situation d'interconnexion au niveau européen, avance Christian Behrendt. Suédoise ou pas, un certain nombre de réformes s'imposeront d'elles-mêmes, parce que le cadre européen nous y amène. L'assainissement budgétaire, ce n'est pas une question politique qui dépend du résultat des élections. C'est une obligation liée à nos engagements supranationaux. La réforme des pensions, en dépit de ce que pensent un certain nombre de personnes sur la question, nous allons l'avoir ! »

### Attaque kamikaze contre la Belgique

Paradoxalement, la vraie rupture pourrait ne pas intervenir sur le plan socio-économique, mais bien sur le front communautaire, et ce alors que la coalition suédoise a promis de mettre les dossiers institutionnels au frigo pendant cinq ans.

Deux facteurs risquent en effet d'attiser les tensions nord-sud : l'arrivée des indépendantistes flamands au sommet de l'Etat belge et la faible présence francophone au sein du gouvernement fédéral. Jamais dans l'histoire de la Belgique, ces deux éléments n'ont été conjugués de façon aussi spectaculaire. « Certes, la Volksunie a participé au gouvernement en 1977 et 1978, puis de 1988 à 1991, mais contrairement à la N-VA, ce n'était pas un parti clairement indépendantiste. Et à la différence de ce qu'on voit aujourd'hui, elle était loin d'être le premier parti du pays », relève Pascal Delwit. Quant au déséquilibre linguistique à l'intérieur du

**RÉFORMES** « Un gouvernement sans les socialistes... »  
Le vœu de Reynders a fini par se réaliser.  
Mais avec quelles conséquences ?



CHRISTOPHE LICOPPE/PHOTO NEWS

gouvernement, il ne s'agit pas tout à fait d'une première. Entre 1981 et 1985, il manquait quatre sièges à l'exécutif Martens-Gol pour disposer d'une majorité francophone à la Chambre. Plus récemment, de 2011 à 2014, le gouvernement Di Rupo était minoritaire dans le groupe flamand, à un siège près. Mais si la coalition suédoise advient, cet élément de fragilité sera bien plus fort : le gouvernement ne sera soutenu que par 20 députés francophones sur 63.

La configuration très particulière du nouveau gouvernement pourrait bien ébranler la Belgique, estime Bart Maddens. Politologue à la KUL, celui-ci ne cache pas sa sensibilité flamigante, mais il a toujours maintenu ses distances avec le monde politique. Dans un article pour le magazine *Doorbraak* (ce qui signifie... « rupture »), il s'est livré à une analyse fouillée de la stratégie de la N-VA. « Le courant nationaliste, écrit-il, table sur le fait que la coalition suédoise mettra tellement les structures de la Belgique sous pression qu'une évolution vers le confédéralisme deviendra inévitable en 2019, ou même plus tôt. Autrement dit, il s'agira bien d'une coalition kamikaze, mais l'attaque kamikaze sera dirigée contre la Belgique. »

Les propos de Bart Maddens font écho à une interview retentissante parue le week-end dernier dans le quotidien *De Standaard* : celle de l'historien Bruno De Wever, spécialiste reconnu du Mouvement flamand et frère de l'actuel bourgmestre d'Anvers. Lui aussi pense que la formation d'une coalition suédoise pourrait accélérer la marche de la Belgique vers le confédéralisme. « La N-VA ne parle plus du séparatisme, mais cela reste bien entendu son objectif, rappelle Bruno De Wever. Le noyau dur de la N-VA veut une Flandre indépendante. Les réformes socio-économiques, pfff, cela occupe peut-être le parti, mais ce n'est pas ce qui l'intéresse en premier lieu. Mon frère va maintenant se recentrer sur Anvers, et qui sait ? Dans cinq ans, il reviendra peut-être à l'avant-plan, en devenant l'homme providentiel, celui qui mènera la Flandre à une quasi-indépendance. »

Pour l'heure, le scénario envisagé par Bart Maddens et Bruno De Wever reste pure spéculation. Ce n'est que dans trente ou quarante ans, peut-être, que les historiens qui se pencheront sur la genèse de cet improbable gouvernement trancheront : l'année 2014 aura-t-elle marqué une faille dans le cours de la Belgique ? ● F.B.



HERWIG VERGULT/BELGAINIMAGE

**BART MADDENS (KUL)** « Les nationalistes espèrent que la suédoise mettra les structures de l'Etat sous pression. »